

Appel unitaire

## « **Urgence climatique, justice sociale** » **Mobilisons nous !**

mercredi 24 septembre 2008, par [Collectif / Signatures multiples](#) (Date de rédaction antérieure : 20 septembre 2008).

La dégradation écologique de la planète s'accélère et les nouvelles prévisions scientifiques sur le dérèglement climatique soulignent la gravité de la situation. Des mesures pour y répondre existent. Il est maintenant urgent de les mettre en œuvre. C'est le sens de cet appel.

Le prix de l'inaction est déjà trop lourd pour les sociétés qui voient s'approfondir les inégalités sociales et environnementales. Les plus touchés sont les peuples les plus pauvres, les classes sociales les plus défavorisées.

La France déclare avoir fait du climat et de l'énergie une de ses priorités pour sa présidence de l'Union européenne. Les 4 et 5 décembre 2008, pendant la présidence française de l'Union européenne, se tiendra à Paris le Conseil des ministres de l'environnement. Dans le même temps se réunira à Poznan, la Conférence des Nations unies sur le changement climatique, dernière étape avant le sommet de Copenhague en 2009 et la mise en place de la seconde période d'engagement du protocole de Kyoto.

Enfin, le 6 décembre, la journée mondiale du climat sera l'occasion, pour les citoyens, de se mobiliser.

Des rencontres cruciales pour la planète et pour les sociétés vont donc se tenir fin 2008 et en 2009 !

Certes, les objectifs « climat-énergie » votés par le Conseil européen en mars 2008 contiennent des avancées. Mais cela reste un plan *a minima*, très en deçà des urgences de l'heure. Ce sont à présent des mesures radicales que l'Europe doit prendre pour la maîtrise de l'énergie et la réduction des émissions de gaz à effet de serre dans les secteurs-clé des transports, du bâtiment, de l'industrie et de l'agriculture.

Ces mesures doivent être débattues démocratiquement et faire l'objet de politiques publiques audacieuses, passant outre aux intérêts des grands lobbies, notamment ceux de la route et des hydrocarbures, et de tous ceux qui profitent ou se moquent de la poursuite des gaspillages et des hausses de prix qui en résultent, dont les populations, au Nord comme au Sud, sont désormais les victimes. Elles doivent également écarter les fausses solutions comme la fuite en avant dans le nucléaire ou le développement des agro-carburants. Le nucléaire, technologie coûteuse et porteuse de risques majeurs, ne peut en aucun cas être la réponse à la dégradation écologique et aux dérèglements climatiques. Les agro-carburants industriels sont inefficaces dans la lutte contre le réchauffement climatique, posent de nombreux problèmes environnementaux et, surtout, aggravent la crise alimentaire qui menace la planète.

Pour que l'Union européenne s'engage dans une politique déterminée, soucieuse des équilibres écologiques et sociaux et donc porteuse d'une politique de sobriété et d'efficacité énergétique ; pour qu'elle fasse entendre cette volonté dans les négociations internationales en cours, où elle doit

notamment porter l'engagement d'une réduction de 30% des émissions des pays industrialisés comme minimum pour 2020 et la nécessité d'un soutien financier des pays en développement pour leur réduction des émissions et leur adaptation.

La mobilisation des citoyens et de leurs organisations est impérieuse !

C'est pourquoi nous appelons les associations de défense de l'environnement, les syndicats, les associations de solidarité internationale, et plus généralement tous les citoyens, ainsi que les représentants des territoires qui voudront nous rejoindre, à nourrir le débat public et à construire ensemble une campagne qui nous permette de nous mobiliser pour ces échéances cruciales, fin novembre 2008 et en préparation du sommet de Copenhague en 2009.

*Premières organisations françaises signataires :* Action consommation, Alofa Tuvalu, Amis de la Terre, ATTAC, CADTM, Cinémas Utopia, Confédération paysanne, Copernic, CRID, FNEPPEP (Fédération Nationale des Elus Pour la Promotion des énergies Propres), FSU, Greenpeace, IPAM, LPO, MDRGF, Nord Ecologie Conseil, 4D, RAC (Réseau action climat), Réseau Féministe Ruptures, Réseau Sortir du nucléaire, Solidaires, Survie, TEO France, WWF.

*Appel soutenu par :* AlterEcolo, Alternatifs, Collectifs unitaires, Jeunes Verts, LCR, les Verts, Objecteurs de croissance, ZEP